

Gouvernement et police

Terre et Liberté

25 octobre 1884

Table des matières

Gouvernement et police 3

Gouvernement et police

Quand on juge les gouvernements d'après leurs actes, — sans se laisser prendre aux glougloutements des satisfaits qui mangent dans l'auge du budget, ou aux déclamations d'une presse stipendiée, — on arrive bientôt à se convaincre qu'ils ont tous foulé, plus ou moins, aux pieds les droits du peuple et, même, les lois édictées par eux, si elles se sont trouvées en opposition avec leurs caprices.

Si les gouvernants ont parfois tenu compte de l'intérêt général, c'est qu'il a été conforme avec le leur : en dehors de cette concordance, ils n'ont écouté que les inspirations de leur vanité, de leur ambition et de leur rapacité.

Loin de tenir compte des protestations de l'opinion publique, ils se sont toujours targués d'une infailibilité légale, à la façon des papes, et ils ont dénigré systématiquement leurs adversaires, s'imaginant laver leur honte en salissant ceux qui la leur reprochaient.

Les républicains autoritaires qui règnent en ce moment font absolument ce qu'ont fait les monarchistes quand ils étaient au pouvoir, démontrant ainsi que le principe d'autorité, quelle que soit la forme dont on le revête, conduit fatalement ceux qui gouvernent dans l'ornière des abus.

Des expériences répétées ont prouvé clairement que le suffrage universel, lui-même, n'est pas une base de gouvernement propre à assurer les réformes politiques et sociales : il n'a, en effet, abouti qu'à remplacer le despotisme d'un homme par celui d'une assemblée, — en permettant à ses élus de faire le contraire de ce qu'ils avaient promis dans leurs circulaires et dans leurs discours.

C'est ainsi que nos législateurs ont pu établir, sous le nom de république, un gouvernement conservateur du *statu quo* monarchique au point de vue des lois codifiées et des administrations publiques, — au lieu de l'organisation révolutionnaire qu'on était en droit d'attendre d'eux d'après leurs engagements et leur passé.

Ces mandataires infidèles ont usé effrontément, à leur profit, de l'omnipotence qu'on a eu la niaiserie de leur accorder : ils ont eu le soin de maintenir les privilèges établis en faveur des détenteurs de l'autorité — et pour s'en assurer la jouissance, à l'encontre des protestations du peuple, et ils ont cherché leur principal appui dans la police.

Oui, les républicains autoritaires qui, jadis, flétrissaient bruyamment les policiers de Louis-Philippe et de Napoléon III, ont recours aux argousins et aux mouchards maintenant qu'ils commandent ; ils dépassent même les ignominies de l'Empire.

Jamais Paris n'avait été infesté par les agents de la police comme il l'est aujourd'hui : ces hideux personnages semblent avoir été lancés sur la population comme des chiens de prise sur les esclaves en rupture d'esclavage.

Il n'est pas une fête, pas une réunion, pas un rassemblement où il n'y ait des mouchards à l'affût de ce qui se dit : nul n'est certain de ne pas en avoir dans sa maison même, parmi ses domestiques,¹ soit sous la blouse d'ouvrier.

Tel homme que vous admettez chez vous, jusques à votre table, qui vous serre journalièrement la main, — est payé par le gouvernement pour qu'il lui dénonce vos actes et vos pensées.

Votre concierge, qui reçoit votre correspondance, est chargé de vous espionner et d'intercepter les lettres dont la provenance peut paraître suspecte.

En un mot, la police étend partout ses dégoûtantes tentacules : pour elle, rien n'est sacré.

Le mouchard, cet être qui est moralement au-dessous du souteneur, du voleur et de l'assassin, est devenu, de par la république autoritaire, le maître des intérêts, de l'hon-

1. Illisible dans l'original. Note de la Bibliothèque.

neur et de la vie des citoyens ; sa parole fait foi devant la justice gouvernementale ; tous ses méfaits sont couverts par la complicité de la magistrature, ce qui anéantit toutes les garanties établies par la loi dans les cas d'abus d'autorité.

Et ceux qui emploient de tels agents osent se dire républicains et prétendent au droit de régenter les travailleurs, pour les moraliser !

Eux, républicains ?

S'ils l'étaient, ils restitueraient au peuple l'exercice de ses droits ; ils aboliraient les charges dont on l'accable en le soumettant au service militaire et en lui imposant des contributions énormes sur les denrées alimentaires de première nécessité ; ils abrogeaient les lois sur la propriété qui permettent à des oisifs d'accaparer les instruments de travail, moyennant lesquels ces improductifs regorgent de superflu, tandis que les ouvriers producteurs de toutes les richesses meurent de faim.

S'ils étaient républicains, ils ne feraient pas la chasse aux socialistes ; ils n'expulseraient pas les républicains étrangers, sur l'injonction des monarques d'Europe ; ils supprimeraient toute la police officielle, laissant aux citoyens le soin de s'organiser librement.

Non, non, — ils ne sont pas républicains, car ils foulent chaque jour aux pieds la devise républicaine : *Liberté, Egalité, Fraternité*.

Ils sont les soutiens des usuriers, des monopoleurs, des jésuites et de toute cette tourbe qui vit aux dépens du peuple, en exploitant sa résignation et sa crédulité.

Ils sont les chefs meneurs de la bande bourgeoise qui, — embusquée dans ses usines, dans ses domaines et dans ses comptoirs, comme les seigneurs féodaux l'étaient dans leurs châteaux crénelés, — attend les prolétaires aux heures de la faim, pour les pressurer en les faisant travailler à vil prix.

Loin de moraliser les masses, ils les corrompent par le spectacle de leurs dévergondages et de leurs malversations.

Et pour pouvoir perpétuer leur œuvre de perfidie et de dépravation, ils provoquent, en leur faveur, l'abdication de la souveraineté du peuple, dont ils proclamaient l'inaliénabilité, à l'encontre du suffrage universel, quand il était exploité par Louis Bonaparte comme ils l'exploitent aujourd'hui.

Voici comment, commettant les mêmes crimes que les gouvernements monarchiques, les détenteurs actuels du pouvoir ont eu besoin, eux aussi, d'aller chercher dans les bas-fonds de la société des agents immondes disposés à les aider dans leurs attentats.

Voilà pourquoi ils n'ont pas le droit de se dire républicains.

Ce titre a été tellement profané par les autoritaires que, — pour ne pas être confondus avec eux, — les partisans sincères de la liberté ont dû se proclamer anarchistes, étant, au surplus, persuadés que par la liberté, sans autre limite que le respect mutuel des droits égaux d'autrui, c'est-à-dire par l'*Anarchie*.



Terre et Liberté
Gouvernement et police
25 octobre 1884

extrait le 12 octobre 2026 de la collection d'*Archives anarchistes*, tiré *Terre et Liberté*,
n°1

bibliotheque-anarchiste.com